

**LE PRESIDENT DE LA TRANSITION,
PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VISAF n° 0,13,19

- VU la Constitution ;
VU la Charte de transition ;
VU le décret n°2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;
VU le décret n°2015-892/PRES-TRANS/PM du 19 juillet 2015 portant remaniement du Gouvernement ;
VU le décret n°2015-985/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 17 août 2015 portant attributions des membres du Gouvernement ;
VU le décret n°2013-973/PRES/PM/MASSN du 24 octobre 2013 portant organisation du Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale ;
VU le décret n°2007-775/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant réglementation générale des projets ou programmes de développement exécutés au Burkina Faso ;
VU le décret n°2007-776/PRES/PM/MEF du 22 novembre 2007 portant organisation et fonctionnement des projets ou programmes de développement de catégorie A ;
Sur rapport du Ministre de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale ;
Le Conseil des Ministres de la transition entendu en sa séance du 17 novembre 2015 ;

DECRETE

Article 1 : Est adopté le Projet éducation sociale dont le texte est joint en annexe.

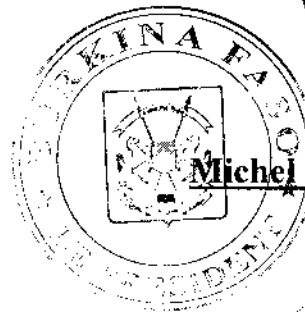
Article 2 : Le Ministre de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 28 decembre 2015

Le Premier Ministre



Yacouba Isaac ZIDA



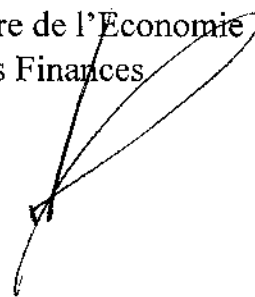
Michel KAFANDO

Le Ministre de l'Action Sociale
et de la Solidarité Nationale



Nicole Angeline ZAN/YELEMOU

Le Ministre de l'Economie
et des Finances



Jean Gustave SANON

PROJET D'EDUCATION SOCIALE

SIGLES ET ABREVIATIONS

DGESS	Direction générale des études statistiques sectorielles
DGPFSS	Direction générale de la promotion de la famille et des services sociaux
DPASSN	Direction provinciale de l'action sociale et de la solidarité nationale
DPES	Direction de la promotion de l'éducation sociale
DRASSN	Direction régionale de l'action sociale et de la solidarité nationale
EVF	Education à la vie familiale
IEC	Information, éducation, communication
CCC	Communication pour le changement de comportement
IST	Infection sexuellement transmissible
VIH/SIDA	
MASSN	Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale
NTIC	Nouvelles technologie de l'information et de la communication
ONG	Organisation non gouvernementale
PNAS	Politiques nationale d'action sociale
VAD	Visite à domicile
VAE	Visite à l'école
VAH	Visite à l'hôpital

INTRODUCTION

Le processus de mutation des sociétés et les différentes crises (sociales, politiques et économiques) ont fait apparaître de nombreux fléaux qui affectent et fragilisent de plus en plus les individus, les familles et par ricochet la société entière. Il en découle une dégradation des mœurs et l'effritement du tissu social dont les conséquences sont entre autres la prostitution, la toxicomanie, l'abandon d'enfants, la propagation des IST/VIH/SIDA, les grossesses précoces et/ou non désirées, l'incivisme, l'intolérance, les actes de vandalisme, la défiance face à l'autorité de l'Etat etc. Ces multiples problèmes, interpellent les Gouvernants à entreprendre des actions adaptées en vue de la culture de la paix sociale, de la bonne gouvernance et de l'épanouissement des différentes couches de la société.

Ainsi, chaque Etat se voit dans l'obligation de mettre en place des politiques et programmes cohérents et pertinents pour améliorer les conditions de vie des populations.

Au Burkina Faso, le service social depuis ses débuts en 1954, a toujours mis l'accent sur l'assistance aux groupes défavorisés. C'est à partir de l'avènement de la révolution de 1983 qu'on a assisté à une réorientation vers un développement social plaçant les populations au premier plan du processus du développement à travers la mise en œuvre d'actions de prévention des fléaux sociaux et de promotion des individus et des familles. Avec l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 et la mise en place du gouvernement de transition, le Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale (MASSN) a été invité par décret N° 2015-145/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 09 février 2015, portant attributions des membres du Gouvernement, à définir des politiques, des plans et stratégies pour promouvoir l'action sociale. S'inscrivant dans cette orientation, le département en charge de l'Action Sociale se propose d'élaborer et de mettre en œuvre le présent projet d'éducation sociale.

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Au Burkina Faso, pendant longtemps, l'enracinement culturel des populations et la pratique quasi permanente des vertus de la tolérance, constituaient des ferments d'une société forte et stable. En effet, notre pays dispose d'une longue tradition d'entraide et de solidarité qui étaient des valeurs cardinales de la plupart des communautés et des familles.

Cependant, les différentes crises alimentaires, énergétiques, financières, sociales et humanitaires ainsi que les catastrophes survenues au cours de la dernière décennie ont précipité de nombreuses familles dans la précarité. Par ailleurs, le chômage, source de non satisfaction des aspirations et l'influence parfois négative des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), ont une incidence sur le comportement des populations en général et des jeunes en particulier. Ainsi, on assiste de plus en plus à un effritement de la moralité, au non-respect de la chose publique et à la défiance de l'autorité qui mettent en péril la cohésion sociale et le développement du pays.

L'une des réponses apportées par le Burkina Faso face à cette situation est l'adoption en 2007, de la Politique nationale d'action sociale (PNAS) qui accorde une place de choix à l'éducation sociale. De même le décret n°2013-973/PRES/PM/MASSN du 30 octobre 2013, portant organisation et attribution du MASSN consacre la création d'une Direction de la promotion de l'éducation sociale (DPES) chargée de :

- élaborer des stratégies de promotion de l'éducation à la vie familiale ;
- promouvoir l'éducation et la parenté responsable ;
- élaborer, suivre la mise en œuvre des plans et programmes de promotion de l'EVF ;
- promouvoir des activités socio-éducatives.

L'élaboration du présent projet rentre dans le cadre de ces attributions.

L'éducation sociale se définit comme *« toute action menée qui favorise le développement personnel, la maturation sociale et l'autonomie des personnes en difficulté ou pas. Elle permet de soutenir et d'encourager des individus ou groupes d'individus en situation difficile ou pas pour améliorer leurs conditions de vie et leurs stratégies de maîtrise de leur existence »*¹.

¹ Statut des associations européennes des centres de formation au travail socio-éducatif.

En d'autres termes, elle consiste à former, développer et faire grandir l'individu, non seulement pour lui-même, mais aussi pour qu'il puisse participer à la construction de la société.

L'éducation sociale passe par le renforcement des compétences des acteurs et la sensibilisation pour le changement de comportements des populations. Elle se donne également pour mission d'améliorer la qualité de vie de la famille en permettant à ses membres d'acquérir des connaissances et des compétences en vue de trouver des solutions aux problèmes engendrés par les mutations sociales, économiques, culturelles, écologiques auxquelles ils sont confrontés, à connaître leur responsabilité dans la stabilité du système social afin de parvenir à une société vivant en parfaite harmonie.

La mise en œuvre de ce projet pourrait avoir un impact en termes de retombées sociales à travers les effets que l'éducation sociale exerce sur le sujet, notamment sur ses capacités et sa faculté d'action, son aptitude à faire des choix judicieux tout au long de sa vie.

II. OBJECTIFS ET RESULTATS DU PROJET

1. Objectif général

Contribuer à l'instauration et à la consolidation d'une culture de la tolérance et de la paix au sein des familles et des communautés pour une paix sociale durable au Burkina Faso.

2. Objectifs spécifiques

- d'ici fin 2015, toucher 500 000 personnes par les messages sur la culture de la tolérance, de la paix et les relations interpersonnelles au sein de la famille ;
- d'ici fin 2015, prendre en charge au moins 25% des cas de conflits conjugaux et de conflits familiaux enregistrés par les services d'action sociale.

3. Résultats attendus

- 500 000 personnes sont touchées par les messages sur la culture de la tolérance, de la paix et les relations interpersonnelles au sein de la famille ;
- les compétences de 135 acteurs sont renforcées en IEC/CCC dans le domaine de la culture de la tolérance, de la paix et des relations interpersonnelles au sein de la famille ;
- Au moins 25% des cas de conflits conjugaux et de conflits familiaux, sont pris en charge.

III. DESCRIPTION DU PROJET

Le projet sera mis en œuvre à travers trois composantes à savoir :

La composante 1 : La Prévention

En vue de toucher le maximum de personnes, il est prévu la réalisation de causeries éducatives dans chacune des 349 communes autres que celles de Ouagadougou et Bobo Dioulasso et dans les 19 arrondissements. Il est prévu également la réalisation d'émissions radiophoniques, l'organisation d'une émission télévisuelle, la diffusion de bandes défilantes sur les télévisions nationales, l'organisation de conférences au profit des leaders coutumiers, communautaires et religieux.

Ces actions seront mises en œuvre sur toute l'étendue du territoire national du 2^{ème} au 4^{ème} trimestre de l'année 2015. Par ailleurs, tous ces thèmes seront intégrés dans toutes nos actions.

La composante 2 : Accompagnement psychosocial

L'accompagnement psychosocial se fera à travers une prise en charge adaptée à chaque cas. Les activités seront composées de counseling, de Visite à domicile (VAD), de Visite à l'école (VAE), de Visite à l'hôpital (VAH), de référence de cas, d'enquêtes sociales, etc.

La composante 3 : Renforcement des compétences et pilotage

Il s'agira ici de renforcer les compétences des acteurs, d'élaborer un référentiel d'éducation sociale assorti d'un plan d'actions triennal, d'apporter un appui à la mise en œuvre et au suivi évaluation du projet.

L'élaboration d'une stratégie nationale d'éducation sociale assortie d'un plan d'action triennal permettra de prendre le relais des actions entreprises, d'élargir la gamme des prestations et de mobiliser les ressources. Aussi, un comité sera mis en place pour élaborer ladite stratégie. Des rencontres de travail et des ateliers seront organisés à cet effet.

Le renforcement des compétences en IEC/CCC se fera en 05 sessions de deux jours et concernera les 13 directeurs régionaux, les 45 directeurs provinciaux, 45 chefs de services provinciaux en charge des questions de l'éducation sociale, 19 responsables en charge des questions d'éducation sociale au niveau des arrondissements et 13 responsables des services sociaux scolaires. Au total 135 acteurs verront leurs compétences renforcées.

Quant au suivi évaluation les fiches conçues par la DGESS à cet effet seront utilisées. Des sorties de suivi seront réalisées à tous les niveaux : 06 sorties par la DGPFSS, 26 par les DRASSN et 135 par les DPASSN. Deux rapports trimestriels et un rapport bilan seront élaborés.

IV. MECANISME DE GESTION ET DE SUIVI-EVALUATION

- **Au niveau national**, la DGPFSS à travers la DPES organisera les activités de suivi et d'évaluation ainsi que la coordination du projet. Elle assurera le renforcement des compétences des acteurs de mise en œuvre des activités et mettra à leur disposition les supports de communication.
- **Au niveau régional**, les DRASSN organiseront les activités de suivi et d'évaluation ainsi que la coordination du projet dans leur ressort territorial. Elles sont chargées de la transmission des rapports trimestriel et annuel au niveau central.
- **Au niveau provincial**, et des arrondissements, les DPASSN assureront le suivi des activités du projet au niveau des communes et des arrondissements. Elles sont chargées de la transmission des rapports trimestriel et annuel au niveau régional.

- **Au niveau départemental et infra-départemental**, les chefs de service en charge des questions d'éducation sociale et les chefs de service d'action sociale d'arrondissement sont chargés de la mise en œuvre des activités du projet en collaboration, le cas échéant, avec les associations partenaires. A l'issue de chaque activité, ils doivent remplir les fiches de rapport d'activités afférant. Ils sont chargés de la transmission des rapports trimestriel et annuel au niveau provincial.

En ce qui concerne le suivi il importe de contrôler la bonne mise en œuvre du projet, de s'assurer que les activités définies dans le chronogramme sont effectivement exécutées selon les termes de référence et que le calendrier est respecté.

Il s'agira aussi d'effectuer un suivi des activités d'éducation et de sensibilisation pour apprécier l'évolution du projet par rapport aux objectifs retenus.

Pour ce qui est des évaluations elles doivent être de rigueur périodiquement et permettront de savoir :

- Si les activités ont toutes été bien exécutées
- Si les résultats attendus ont été obtenus
- Les difficultés rencontrées en cours d'exécution
- Les meilleures pratiques en termes d'éducation sociale
- Les solutions apportées

ANNEXE 1 : LES GROUPES CIBLES CONCERNES PAR LES ACTIVITES DE PREVENTION

THEMES	CIBLES	COMPORTEMENTS OU CHANGEMENTS SOUHAITES	IDEES DE MESSAGE	STRATEGIES	CANAUX /SUPPORTS
la culture de la tolérance et de la paix;	<u>Cibles secondaires</u> Coutumiers et religieux et responsables administratifs et communautaire	<ul style="list-style-type: none"> - meilleure implication dans l'assise de la paix ; - meilleure implication dans la gestion des crises 	<ul style="list-style-type: none"> - Importance de l'implication des chefs coutumiers et religieux dans l'assise de la paix. - importance de l'implication des leaders dans la gestion des crises 	Plaidoyer	Conférence
	<u>Cibles primaires</u> Jeunes Parents Famille élèves	<ul style="list-style-type: none"> -les cibles respectent les droits d'autrui -les cibles préservent les biens publics - les cibles privilégient les voies de résolution pacifique des conflits (justice, action sociale, instance communautaire...) 	<ul style="list-style-type: none"> - le respect des droits d'autrui participe au respect de ses propres droits ; - les biens publics nous appartiennent tous ; -l'utilisation des mécanismes institutionnels et communautaires permet de préserver la paix familiale et sociale 	IEC/CCC	<ul style="list-style-type: none"> -Causeries éducatives -Emissions radiophoniques -Emissions télé -Bandes défilantes

THEMES	CIBLES	COMPORTEMENTS OU CHANGEMENTS SOUHAITES	IDEES DE MESSAGE	STRATEGIES	CANAUX /SUPPORTS
Les relations interpersonnelles au sein de la famille	Enfants	Les membres de la famille assument leurs devoirs et respectent les droits des autres	L'observance des droits et devoirs contribuent à une harmonie familiale	IEC/CCC	Causeries éducatives -Emissions radiophoniques
	Familles, personnes âgées	Les membres de la famille privilégient la communication	La communication interpersonnelle en famille contribue à l'apaisement du climat familial		
	les couples	Les membres de la famille adoptent de meilleurs comportements	La solidarité participe au maintien de la stabilité au sein de la famille		

ANNEXE 2 : LOGIQUE DE L'INTERVENTION

Objectifs	Résultats	Produits	Activités
D'ici fin 2015, 500 000 personnes par les messages sur la culture de la tolérance, de la paix et les relations interpersonnelles au sein de la famille	<p>R1 : 500 000 personnes sont touchées par les messages sur la culture de la tolérance, de la paix et les relations interpersonnelles au sein de la famille</p> <p>R2 : les compétences de 234 acteurs sont renforcées en IEC/CCC dans le domaine de la culture de la tolérance, de la paix et des relations interpersonnelles au sein de la famille.</p>	<p>Produits 1. Des messages sont diffusés sur la culture de la tolérance, de la paix et les relations interpersonnelles au sein de la famille</p> <p>Produits 2. les capacités opérationnelles des acteurs sont renforcées</p> <p>Produits 3. les capacités opérationnelles de la DGPFS sont</p>	<ul style="list-style-type: none"> - élaborer des messages sur la culture de la tolérance, de la paix et les relations interpersonnelles au sein de la famille - réaliser 06 conférences régionales avec les responsables administratifs, coutumiers, religieux et communautaires sur la culture de la tolérance et de la paix - organiser 1 104 séances causeries éducatives sur la culture de la tolérance et de la paix - organiser 1 104 séances causeries éducatives sur les relations interpersonnelles au sein de la famille - réaliser 04 émissions radiophoniques sur la culture de la tolérance et de la paix - diffuser 76 fois les émissions radiophoniques sur 19 radios locales sur la culture de la tolérance et de la paix - diffuser périodiquement des bandes annonces sur 03 télévisions sur la culture de la tolérance, de la paix et les relations interpersonnelles au sein de la famille - organiser 05 sessions de deux jours de formation en IEC/CCC au profit de 135 acteurs - réaliser 167 sorties de suivi des activités dont 06 par la DGPFS, 26 par les DRASSN et 135 par les DPASSN. - élaborer 02 rapports trimestriels et un rapport bilan de mise en œuvre du projet. - organisation de 03 réunions trimestrielles - élaboration la stratégie nationale d'éducation sociale

Objectifs	Résultats	Produits	Activités
D'ici fin 2015, prendre en charge au moins 25% des cas de conflits conjugaux et de conflits enregistrés par les services d'action sociale	R3 : Au moins 25% des cas de conflits conjugaux et de conflits familiaux, sont pris en charge	renforcées Produit 1. Les cas de conflits conjugaux et de conflits familiaux bénéficient de médiation Produit 2. Les familles en difficulté bénéficient d'un soutien financier pour la mise en œuvre d'AGR	assortie d'un plan d'actions triennal - réalisation de 1 200 counseling avec les cas de conflits conjugaux et familiaux enregistrés - réalisation de 1 200 visites aux cas ((Visite à domicile (VAD), Visite à l'école (VAE), Visite à l'hôpital (VAH)) - référence de cas vers les structures de prise en charge des autres ministères, ONG et association - réalisation de 186 enquêtes sociales sur les cas de conflits conjugaux et familiaux - octroi de soutien financier de 50 000 francs à 62 familles la mise en œuvre d'AGR

ANNEXE 3 : CADRE LOGIQUE DU PROJET

Objectifs	Indicateur Objectivement Vérifiable	Moyen et Source de Vérification	Risques et Postulat
D'ici fin 2015, toucher 500 000 personnes par les messages sur la culture de la tolérance et de la paix	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de messages élaborés - Nombre de conférences régionales organisées, - Nombre causeries éducatives organisées - Nombre d'émissions radiophoniques réalisées - Nombre d'émissions radiophoniques diffusées - Nombre de bandes annonces diffusées - Nombre de sessions de formation en IEC/CCC organisées - Nombre de personnes formées - Nombre de sorties de suivi des activités réalisées - Nombre de rapports trimestriels élaborés - Nombre de rapport bilan élaboré. - la stratégie nationale d'éducation sociale assortie d'un plan d'actions triennal est 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités - Supports audio des émissions radio - Contrat avec les radios locales - Contrat avec les télévisions - Décret d'adoption de la stratégie 	<ul style="list-style-type: none"> - indisponibilité des ressources - climat politique

Objectifs	Indicateur Objectivement Vérifiable	Moyen et Source de Vérification	Risques et Postulat
	adoptée		
D'ici fin 2015, prendre en charge au moins 25% des cas de conflits conjugaux et de conflits enregistrés par les services d'action sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de counseling réalisés - Nombre de visites aux cas réalisés - Nombre de cas référés - Nombre d'enquêtes sociales réalisées - Nombre de familles en difficulté soutenues 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'activités - Fiches de référence - Rapports d'enquêtes sociales - Fiches de projet 	<ul style="list-style-type: none"> - indisponibilité des ressources - climat politique

ANNEXE 4

BUDGET ET CHRONOGRAMME PREVISIONNELS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'EDUCATION SOCIALE

Objectif général: Contribuer à l'assise d'une paix sociale durable à travers des actions d'information et d'éducation des populations							
Produits/résultats attendus	Chronogramme		Coût par année en franc CFA			Coût total	
	T2	T3	T2	T3	T4		
Objectif spécifique 1: D'ici fin 2015, toucher 500 000 personnes par les messages sur la culture de la tolérance, de la paix et les relations interpersonnelles au sein de la famille							
Production de supports de communication sur les thèmes retenus							
Messages	X		150 000				150 000
Emissions radio	X		2 000 000				2 000 000
Emission télé	X		1 500 000				1 500 000
Total production							3 650 000
Reproduction des supports de communication							
Emission radio	X		380 000				380 000
Total reproduction des supports							380 000
Diffusion des supports							
bandes défilante	X	X	1 200 000	1 800 000			4 800 000
causeries éducatives	X	X	5 520 000	3 680 000			11 040 000
émissions radiophoniques		X	0	1 980 000			3 800 000
conférences							4 170 000
Total Diffusion	X		4 170 000				23 810 000
Renforcement des compétences							
formations de 185 acteurs de la mise en œuvre du projet (5 sessions)	X		14 425 000				14 425 000

Total renforcement des compétences						14 425 000
Pilotage et soutien						
Sorties de suivi des activités	X					
réunions de coordination des activités	X					3 535 000
consommables bureautiques	X					225 000
élaborer la stratégie nationale de promotion de l'éducation sociale	X					150 000
Total pilotage et soutien	X					15 000 000
Total général objectif spécifique 1						18 910 000
Objectif spécifique 2: D'ici fin 2015, prendre en charge au moins 25% des cas de conflits conjugaux et de conflits enregistrés par les services d'action sociale						61 175 000
Prise en charge des cas enregistrés						
VAD VAE VAF	X	X				3 000 000
Enquête sociale		X				930 000
référence de cas	X					0
Counseling	X					0
AGR						3 100 000
Total prise en charge						7 030 000
Total général objectif spécifique 2						7 030 000

Document communiqué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

